



ZRGB 122

Information concernant les droits à pension pour anciens travailleurs dans un ghetto ou dans une situation de contrainte comparable

1 De quoi s'agit-il ?

Selon le ZRGB¹ dans la version de la loi portant amendement au ZRGB², les périodes d'emploi effectuées par des persécutés du national-socialisme dans un ghetto qui se trouvait sur un territoire sous l'influence national-socialiste, sont, sous certaines conditions, considérées comme périodes de cotisations allemandes. Une pension allemande résultant de ces périodes peut également être versée à l'étranger.

Dans plusieurs arrêts, la Cour fédérale du contentieux social - BSG - a établi en 2009 de nouveaux critères pour la validation de périodes de cotisations dans les ghettos en vertu du ZRGB. La nouvelle interprétation du droit a mené à un chiffre d'attributions considérablement plus élevé. Toutefois, la pension selon le ZRGB ne pouvait dans beaucoup de cas être versée rétroactivement qu'à partir du 01/01/2005 ou à compter du mois du dépôt de la demande, respectivement.

Par la loi portant amendement au ZRGB, le législateur allemand a décidé que la pension selon le ZRGB est en principe versée à compter de la date d'effet de la pension la plus proche possible, au plus tôt à compter du 01/07/1997.

Par arrêt du 20/05/2020, référence : B 13 R 9/19 R, le BSG a décidé que le ZRGB est également applicable aux situations qui sont assimilées au séjour forcé dans un ghetto.

Notre objectif est d'aider les intéressés à obtenir leurs droits le plus vite possible et d'une manière non bureaucratique. Par les explications ci-après, nous souhaitons vous donner de plus amples informations concernant le ZRGB et la situation juridique modifiée. Ces informations permettent de vous donner une appréciation si vous faites partie de la catégorie de personnes bénéficiaire selon le ZRGB et quels droits vous sont dus au cas par cas.

2 Quelles sont les modifications ?

Dans les arrêts du 2 et 3/6/2009 (référence, entre autres, B 13 R 81/08 R et B 5 R 26/08 R) le BSG a baissé considérablement les exigences aux critères « emploi de propre gré » et « rémunération » (pour de plus amples informations voir paragraphe 3.3).

Dans deux autres arrêts du 19/05/2009 (référence B 5 R 14/08 R et B 5 R 96/07 R), le BSG a en plus décidé que les persécutés qui peuvent se voir reconnus des périodes de cotisations ghetto selon le ZRGB, peuvent, sous des conditions élargies, obtenir des périodes exonérées à titre de séjour à l'étranger suite à la persécution après leurs 14 ans révolus jusqu'au 31/12/1949. La validation supplémentaire de périodes exonérées ne peut pas seulement entraîner des droits à pension plus élevés, mais elle peut avoir comme conséquence que des anciens salariés du ghetto obtiennent pour la première fois droit à une pension allemande.

Compte tenu du fait que beaucoup de titulaires recevaient une pension selon le ZRGB seulement suite à l'interprétation modifiée du droit, la loi portant amendement au ZRGB poursuit l'objectif que les pensions ZRGB peuvent toujours être payées à compter de la date la plus proche possible, au plus tôt à compter du 01/07/1997. Cela vaut tant pour les personnes demandant pour la première fois une telle pension que pour les personnes percevant déjà une pension, mais pas à compter de la date la plus proche possible.

¹ Loi portant sur le paiement de pensions pour le travail dans les ghettos du 20/06/2002 (BGBl [Journal officiel fédéral] I p. 2074)

² Première loi portant amendement à la loi sur le paiement de pensions pour le travail dans les ghettos du 15/07/2014 (BGBl I p. 952 s.)

Le paragraphe 5 contient plus de précisions concernant la loi portant amendement au ZRBG.

En vertu de l'arrêt du BSG en date du 20/05/2020, référence : B 13 R 9/19 R, le champ d'application du ZRBG est élargi. D'ores et déjà, le ZRBG est également applicable si les persécutés se trouvaient dans une situation de contrainte comparable à un séjour dans un ghetto. Il y avait situation de contrainte comparable lorsque les persécutés étaient soumis à une contrainte de séjour tellement intense qu'il était quasiment exclu de quitter le domaine de la vie privée à son propre gré et qu'il n'était admis de quitter l'appartement ou la maison que pour aller au travail ou faire des courses essentielles. Toutefois, une activité de propre gré doit encore avoir été possible (pour plus de détails sur la mise en oeuvre de l'arrêt du BSG, voir paragraphe 6).

3 Quelles conditions faut-il encore remplir pour la validation de périodes de cotisations aux ghettos ?

La condition pour la prise en compte de périodes de cotisations aux ghettos selon le ZRBG est :

- Vous êtes persécuté(e) du national-socialisme au sens de la loi fédérale relative à l'indemnisation des victimes des persécutions nazies (BEG) (voir paragraphe 3.1), et
- vous avez séjourné sous contrainte dans un ghetto qui se trouvait sur un territoire sous influence national-socialiste (voir paragraphe 3.2),
- ou vous étiez soumis(e) à une situation de contrainte comparable et
- vous avez exercé une activité contre rémunération commencée de votre propre gré (voir paragraphe 3.3).

Les veuves et les veufs de ces personnes ont également droit selon le ZRBG. Dans ce cas, les conditions mentionnées doivent être remplies par la personne du/de la persécuté(e) décédé(e). Les successeurs à titre particulier ou les héritiers ne peuvent invoquer des droits après le décès du/de la persécuté(e) que si celui-/celle-ci avait déjà déposé une demande de pension de son vivant. Un droit de demande autonome ne compète pas aux héritiers.

3.1 Situation juridique en tant que persécuté(e)

La condition pour la prise en compte de périodes de cotisations au ghetto est d'abord votre situation juridique en tant que persécuté(e) au sens de l'art. 1 la loi fédérale relative à l'indemnisation des victimes des persécutions nazies (BEG). En cas de demandes de pension de réversion il suffit que le/la défunt(e) était persécuté(e) ; le/la survivante(e) n'a pas besoin d'être persécuté(e).

3.2 Séjour sous contrainte dans un ghetto

Vous avez séjourné sous contrainte dans un ghetto qui se trouvait sur un territoire sous influence national-socialiste (par exemple en Pologne) ou vous étiez soumis(e) à une situation de contrainte comparable. Le séjour dans un camp de concentration ou un camp de travail forcé ne relève pas du ZRBG, mais ces périodes peuvent être prises en compte comme périodes exonérées après le 14^e anniversaire.

3.3 Exercice d'une activité dans un ghetto

Vous avez exercé au ghetto ou pendant une situation de contrainte comparable une activité contre rémunération commencée de votre propre gré. Cette condition est remplie par chaque activité suite aux efforts personnels ou par intervention du Judenrat (conseil juif) par exemple.

Vous avez exercé l'activité contre rémunération. Tout salaire sous forme d'argent ou en nature (par exemple de la nourriture) est une rémunération. Le montant de la rémunération est sans importance. Il suffit si seulement une « libre subsistance » a été concédée. Il n'est en plus pas important si la rémunération a été payée directement au travailleur au ghetto ou aux tiers (par exemple au Judenrat afin de ravitailler le ghetto).

Une prise en compte de travaux forcés en tant que périodes de cotisations au ghetto **n'entre toujours pas** en ligne de compte.

4 Qui peut alors obtenir une pension allemande ?

Surtout une retraite régulière à l'atteinte de l'âge de 65 ans ou - après le décès du/de la persécuté(e) - une pension de veuve ou de veuf entrent en ligne de compte comme pensions allemandes.

Toutefois, la condition d'un droit à une pension allemande est que vous accomplissez la période de stage générale (période d'assurance minimum). La période de stage générale s'élève tant pour la retraite régulière que pour une pension de veuve ou de veuf à cinq ans (60 mois civils). Elle peut être accomplie par les périodes de cotisations allemandes (aussi par des périodes de cotisations au ghetto selon le ZRBG) et des périodes exonérées (par exemple par des périodes de persécution national-socialiste ou séjour à l'étranger dû à la persécution effectuées après le 14^e anniversaire jusqu'au 31/12/1949). Dans le cadre du droit communautaire ou d'un accord de sécurité sociale bilatéral (par exemple avec Israël ou les Etats-Unis), vous pouvez accomplir la période de stage également par la totalisation de périodes d'assurance allemandes et étrangères. En cas d'application du droit supra- et international, les conditions d'accomplissement de la période de stage pour le paiement d'une retraite anticipée, au plus tôt à compter du 60^e anniversaire, peuvent éventuellement être remplies. Le paiement d'une retraite anticipée entre le 60^e et 65^e anniversaire est cependant soumis aux conditions de revenus. Si l'on a perçu un revenu professionnel dépassant la franchise (par exemple en 1997 = 610 DM), la pension ne peut être payée que partiellement ou pas du tout.

Les organismes d'assurance pension ont en outre décidé par voie d'interprétation que la prise en compte de la période au ghetto dans une pension étrangère ne s'oppose régulièrement pas à la reconnaissance de périodes de cotisations ghetto selon le ZRBG.

5 Loi portant amendement au ZRBG

Par la loi portant amendement au ZRBG, le législateur allemand a intégré différentes améliorations dans la loi. Celles-ci concernent tant les pensions déjà versées que les premières demandes d'une pension ZRBG.

Selon la loi portant amendement au ZRBG, une demande de pension ZRBG vaut déposée le 18/06/1997, ce qui a pour conséquence que la pension ZRBG est toujours payée à compter de la date la plus proche possible, au plus tôt à compter du 01/07/1997. La date d'effet d'une pension de veuve ou de veuf est la date du décès, au plus tôt à compter du 01/07/1997.

Pour les titulaires de pension qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi portant amendement au ZRBG, percevaient déjà une pension ZRBG qui n'a cependant pas commencé à la date la plus proche possible, la loi prévoit un droit d'option pour ces titulaires : ces personnes peuvent choisir si elles souhaitent bénéficier de leur prestation à compter de la date la plus proche possible ou si la date d'effet actuelle de la pension est à maintenir.

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi portant amendement au ZRBG, les organismes d'assurance pension ont contacté tous les titulaires de pension par courrier et les ont informés de leur droit d'option de manière que chaque titulaire de pension a par principe pu exercer son droit d'option ce que la plupart des titulaires ont par ailleurs fait. Dans la mesure où certains titulaires de pension n'ont pas exercé leur droit d'option, ceci est encore possible aujourd'hui. Au cas par cas, l'organisme d'assurance pension compétent informe le titulaire de pension sur la date antérieure à laquelle la pension peut déjà être versée et sur le montant qui résulte d'une date d'effet antérieure de la pension. En outre, il informe le titulaire sur le rappel d'arrérages qui résulterait de la date d'effet antérieure et sur le montant qui devrait être déduit de ce rappel d'arrérages, étant donné que les montants de pension déjà versés devraient évidemment être pris en compte.

Mais la loi portant amendement au ZRBG poursuivait aussi l'objectif que les intéressés doivent pouvoir disposer directement des montants dus. En outre, le champ d'application a été élargi dans le sens que l'on tient maintenant en considération le territoire sous influence national-socialiste et ne plus les territoires occupés ou rattachés par le Reich allemand. Cela signifie que par cela, également des ghettos par exemple en Slovaquie ou en Roumanie peuvent être pris en compte. Par cela, les termes du ZRBG correspondent maintenant à la directive du gouvernement fédéral concernant la prestation (voir paragraphe 8).

6 Mise en oeuvre de l'arrêt du BSG en date du 20/05/2020

Dans la mesure où des demandes ont dû être rejetées par le passé parce qu'aucun séjour sous contrainte dans un ghetto n'a été reconnu, ces cas seront révisés d'office. Les demandeurs concernés seront contactés par les organismes d'assurance pension.

Indépendamment, les titulaires peuvent eux-mêmes déposer une demande de pension ou une demande de révision.

7 Paiement des pensions ZRBG

Pour que les bénéficiaires reçoivent les paiements ou rappels d'arrérages, si possible sans retard, les montants doivent être payés directement aux titulaires et pas par l'intermédiaire de mandataires en justice. Cela vaut tant pour les cas dans lesquels une pension courante est déjà versée que pour les personnes demandant pour la première fois une telle pension selon le ZRBG.

8 A quoi faut-il faire attention dans le cas des prestations uniques ?

Sous certaines conditions, les persécutés au sens de l'art. 1 du BEG ayant travaillé dans un ghetto peuvent recevoir une prestation unique d'un montant de 2 000 euros conformément à une directive du gouvernement fédéral³. La perception d'une pension de l'assurance pension légale avec des périodes de cotisations en raison du travail effectué au ghetto ne s'oppose pas au versement de cette prestation.

Au-delà, un autre droit complémentaire à un montant unique de substitution à la retraite de 1 500 euros peut être ouvert pour les titulaires dont la demande de pension personnelle a été rejetée malgré la reconnaissance des périodes de cotisations pour le travail au ghetto en raison de la période de stage générale (période d'assurance minimum) de 60 mois non accomplie.

Le paiement de ces prestations relève de la compétence du Bundesamt für zentrale Dienste und offene Vermögensfragen (BADV) (Office fédéral des services centraux et des affaires patrimoniales non apurées), 11055 Berlin. Vous trouverez de plus amples informations au site Internet du BADV : <http://www.badv.bund.de/DE/OffeneVermögensfragen/AnerkennungsleistungenfuerGhettoarbeit/start.html>

Un service au numéro de téléphone **+49 (0) 3018 7030 1324** ou par courriel sous poststelle.afg@badv.bund.de est à votre disposition.

9 Où trouver des conseils et de l'aide ?

Dans le cadre de la présente information, une réponse n'est bien sûr pas possible à toutes les questions. Ci-après, vous trouverez les coordonnées des différents organismes d'assurance pension.

Nota : En cas de questions concernant votre dossier pension, veuillez appeler l'organisme d'assurance pension qui traite votre dossier. Les autres organismes d'assurance pension ne peuvent pas vous donner de renseignements concernant votre cas individuel. Dès lors que vous avez déjà mené une correspondance avec votre organisme d'assurance pension, vous trouverez les coordonnées sur le courrier de cet organisme.

³ Directive du gouvernement fédéral concernant une prestation aux persécutés pour un travail au ghetto qui n'était pas un travail forcé (directive relative au versement d'une prestation aux victimes de persécutions en reconnaissance du travail) du 12/07/2017 (BAnz [Journal fédéral allemand des annonces officiels] AT du 14/07/2017 B1).

Deutsche Rentenversicherung Bund tél : 0049 (0)30 86528988	Compétente pour tous les Etats
Deutsche Rentenversicherung Rheinland Tél. : 08000-100048013 (numéro gratuit pour les appels nationaux) Tél. : 0049 (0)211-937-0 (pour les appels de l'étranger)	Compétente surtout en cas de résidence en Belgique, au Chili et en Israël
Deutsche Rentenversicherung Nord Tél. : 0049 (0)40-5300-0	Compétente surtout en cas de résidence au Danemark, en Estonie, Finlande, Grande Bretagne, Irlande, au Canada, en Lettonie, Lituanie, au Norvège, en Suède et aux Etats Unis
Deutsche Rentenversicherung Rheinland-Pfalz Tél. : 0049 (0)6232-17-2369	Compétente surtout en cas de résidence en France ou au Luxembourg
Deutsche Rentenversicherung Bayern Süd Tél. : 0049 (0)89-6781-2336	Compétente surtout en cas de résidence en Autriche, Slovaquie et en République Tchèque
Deutsche Rentenversicherung Mitteldeutschland Tél. 0049 (0)361-4820	Compétente surtout en cas de résidence en Hongrie
Deutsche Rentenversicherung Knappschaft-Bahn-See Tél. : 0049 (0)234-304-0	Compétente pour tous les Etats

ZRBG 122

Information über deutsche Rentenansprüche für ehemalige Beschäftigte in einem Ghetto nach dem ZRBG

1 Worum geht es?

Nach dem ZRBG¹ in der Fassung des ZRBG-Änderungsgesetzes² gelten bei Verfolgten des Nationalsozialismus Zeiten der Beschäftigung in einem Ghetto, das sich in einem Gebiet des nationalsozialistischen Einflussbereiches befand, unter bestimmten Voraussetzungen als deutsche Beitragszeiten. Aus diesen Zeiten kann auch eine deutsche Rente in das Ausland gezahlt werden.

Das BSG hatte in mehreren Urteilen im Jahre 2009 neue Maßstäbe für die Anerkennung von Ghetto-Beitragszeiten nach dem ZRBG aufgestellt. Die neue Rechtsauslegung führte zu einer deutlich höheren Zahl von Bewilligungen. Allerdings konnte die Rente nach dem ZRBG häufig rückwirkend nur ab dem 1.1.2005 beziehungsweise ab dem Antragsmonat gezahlt werden.

Mit dem ZRBG-Änderungsgesetz hat der deutsche Gesetzgeber entschieden, dass die Rente nach dem ZRBG grundsätzlich ab dem frühestmöglichen Rentenbeginn gezahlt wird, frühestens ab dem 1.7.1997.

Mit dem Urteil vom 20.5.2020, AZ: B 13 R 9/19 R entschied das BSG, dass das ZRBG auch auf Sachverhaltsgestaltungen anzuwenden ist, die dem zwangsweisen Aufenthalt in einem Ghetto gleichstehen.

Unser Ziel ist es, den Betroffenen möglichst schnell und unbürokratisch zu ihren Ansprüchen zu verhelfen. Mit den folgenden Ausführungen möchten wir Ihnen nähere Informationen zum ZRBG und zur geänderten Rechtslage geben. Diese Informationen sollen Ihnen die Einschätzung ermöglichen, ob Sie zum berechtigten Personenkreis nach dem ZRBG gehören und welche Ansprüche Ihnen im Einzelfall zustehen.

2 Was hat sich geändert?

In den Urteilen vom 2. und 3.6.2009 (Aktenzeichen unter anderem B 13 R 81/08 R und B 5 R 26/08 R) hat das BSG die Anforderungen an die Merkmale "Beschäftigung aus eigenem Willensentschluss" und "Entgelt" deutlich herabgesetzt (Näheres siehe Abschnitt 3.3).

In zwei weiteren Urteilen vom 19.5.2009 (Aktenzeichen B 5 R 14/08 R und B 5 R 96/07 R) hat das BSG zudem entschieden, dass Verfolgte, denen Ghetto-Beitragszeiten nach dem ZRBG anerkannt werden können, unter erweiterten Voraussetzungen Ersatzzeiten wegen verfolgungsbedingten Auslandsaufenthalts nach vollendetem 14. Lebensjahr bis 31.12.1949 erwerben können. Die zusätzliche Anrechnung von Ersatzzeiten kann nicht nur zu höheren Rentenansprüchen führen, sondern auch zur Folge haben, dass ehemalige Ghetto-Beschäftigte erstmalig einen deutschen Rentenanspruch erwerben.

Im Hinblick darauf, dass viele Berechtigte eine Rente nach dem ZRBG erst aufgrund der geänderten Rechtsauslegung erhalten konnten, verfolgt das ZRBG-Änderungsgesetz die Zielsetzung, dass ZRBG-Renten immer vom frühestmöglichen Zeitpunkt, frühestens ab 1.7.1997, gezahlt werden können. Das gilt sowohl für Personen, die erstmalig eine solche Rente beantragen, als auch für Personen, die bereits eine Rente erhalten, aber nicht ab dem frühestmöglichen Zeitpunkt.

Nähere Einzelheiten zum ZRBG-Änderungsgesetz enthält der Abschnitt 5.

¹ Gesetz zur Zahlbarmachung von Renten aus Beschäftigungen in einem Ghetto vom 20.06.2002 (BGBl I S. 2074)

² Erstes Gesetz zur Änderung des Gesetzes zur Zahlbarmachung von Renten aus Beschäftigungen in einem Ghetto vom 15.07.2014 (BGBl I S. 952f.)

Aufgrund des BSG-Urteils vom 20.5.2020, AZ: B 13 R 9/19 R wird der Anwendungsbereich des ZRBG erweitert. Das ZRBG findet nunmehr auch Anwendung, wenn sich die Verfolgten in einer mit einem Ghettoaufenthalt vergleichbaren Zwangssituation befanden. Eine solche vergleichbare Zwangssituation lag vor, wenn die Verfolgten einem so intensiven Aufenthaltszwang unterlagen, dass ein Verlassen des räumlichen Lebensbereiches nach freiem Belieben nahezu ausgeschlossen war und die Wohnung oder das Haus nur für die Beschäftigung oder für lebensnotwendige Besorgungen verlassen werden durfte. Gleichwohl muss aber eine Beschäftigung aus eigenem Willensentschluss noch möglich gewesen sein (Näheres zur Umsetzung des BSG-Urteils siehe Abschnitt 6).

3 Welche Voraussetzungen für die Anrechnung von Ghetto-Beitragszeiten sind jetzt noch zu erfüllen?

Voraussetzung für die Berücksichtigung von Ghetto-Beitragszeiten nach dem ZRBG ist, dass Sie

- Verfolgte / Verfolgter des Nationalsozialismus im Sinne des deutschen Bundesentschädigungsgesetzes (BEG) sind (siehe Abschnitt 3.1) und
- sich zwangsweise in einem Ghetto aufgehalten haben, das sich in einem Gebiet des nationalsozialistischen Einflussbereiches befand (siehe Abschnitt 3.2)
- oder einer vergleichbaren Zwangssituation unterlagen und
- eine Beschäftigung, die aus eigenem Willensentschluss zustande gekommen ist, gegen Entgelt ausgeübt haben (siehe Abschnitt 3.3).

Auch die Witwen beziehungsweise Witwer dieser Personen haben Ansprüche nach dem ZRBG. In diesem Fall müssen die genannten Voraussetzungen in der Person der / des verstorbenen Verfolgten erfüllt sein. Sonderrechtsnachfolger beziehungsweise Erben können nur dann Ansprüche nach dem Tod der / des Verfolgten geltend machen, wenn diese / dieser zu Lebzeiten bereits einen Antrag auf Rente gestellt hat. Ein eigenständiges Antragsrecht steht den Erben nicht zu.

3.1 Rechtsstellung als Verfolgte / Verfolgter

Voraussetzung für die Berücksichtigung von Ghetto-Beitragszeiten ist zunächst Ihre Rechtsstellung als Verfolgte / Verfolgter im Sinne des § 1 des deutschen Bundesentschädigungsgesetzes (BEG). Bei Anträgen auf Hinterbliebenenrente reicht es aus, wenn die / der Verstorbene Verfolgte / Verfolgter war; die / der Hinterbliebene muss nicht Verfolgte / Verfolgter sein.

3.2 Zwangsweiser Aufenthalt in einem Ghetto

Sie haben sich zwangsweise in einem Ghetto in einem Gebiet aufgehalten, das zum nationalsozialistischen Einflussbereich zählte (zum Beispiel Polen) oder Sie unterlagen einer vergleichbaren Zwangssituation. Der Aufenthalt in einem Konzentrationslager oder Arbeitslager wird vom ZRBG nicht erfasst; diese Zeiten können aber nach vollendetem 14. Lebensjahr als Ersatzzeiten berücksichtigt werden.

3.3 Ausübung einer Beschäftigung in einem Ghetto

Sie haben im Ghetto oder während einer vergleichbaren Zwangssituation eine Beschäftigung ausgeübt, die aus eigenem Willensentschluss zustande gekommen ist. Diese Voraussetzung wird durch jede Beschäftigung auf Grund eigener Bemühungen oder durch Vermittlung, wie zum Beispiel des Judenrates, erfüllt.

Sie haben die Beschäftigung gegen Entgelt ausgeübt. Entgelt ist jegliche Entlohnung in Geld oder Naturalien (zum Beispiel in Nahrungsmitteln). Auf die Höhe der Entlohnung kommt es nicht an. Es reicht aus, wenn nur "freier Unterhalt" gewährt wurde. Ferner kommt es nicht darauf an, ob das Entgelt dem Ghettoarbeiter direkt ausgezahlt wurde oder an Dritte (zum Beispiel an den Judenrat zur Versorgung des Ghettos) floss.

Eine Berücksichtigung von Zwangsarbeiten als Ghetto-Beitragszeiten kommt nach wie vor nicht in Betracht.

4 Wer kann danach eine deutsche Rente erhalten?

Als deutsche Rentenleistungen kommen insbesondere eine Regelaltersrente mit Vollendung des 65. Lebensjahres oder - nach dem Tod der / des Verfolgten - eine Witwenrente beziehungsweise Witwerrente in Betracht.

Voraussetzung für einen deutschen Rentenanspruch ist jedoch, dass Sie die allgemeine Wartezeit (Mindestversicherungszeit) erfüllen. Die allgemeine Wartezeit beträgt sowohl für eine Regelaltersrente als auch für eine Witwenrente beziehungsweise Witwerrente fünf Jahre (60 Kalendermonate). Sie kann durch deutsche Beitragszeiten (auch durch Ghetto-Beitragszeiten nach dem ZRBG) und Ersatzzeiten (zum Beispiel durch nach vollendetem 14. Lebensjahr zurückgelegte Zeiten der nationalsozialistischen Verfolgung oder des verfolgungsbedingten Auslandsaufenthalts bis 31.12.1949) erfüllt werden. Im Rahmen des Europarechts oder eines zweiseitigen Sozialversicherungsabkommens (zum Beispiel mit Israel oder den USA) können Sie die Wartezeit auch durch Zusammenrechnung von deutschen und ausländischen Versicherungszeiten erfüllen. Bei Anwendung von über- und zwischenstaatlichem Recht können unter Umständen auch die wartezeitrechtlichen Voraussetzungen für die Zahlung einer vorgezogenen Altersrente, frühestens ab Vollendung des 60. Lebensjahres, erfüllt werden. Die Zahlung einer vorgezogenen Altersrente zwischen dem 60. und 65. Lebensjahr ist jedoch einkommensabhängig. Wurde ein Erwerbseinkommen über der Freigrenze (zum Beispiel 1997 = 610 DM) bezogen, kann die Rente nur anteilig oder gar nicht gezahlt werden.

Die Rentenversicherungsträger haben zudem im Wege der Auslegung entschieden, dass die Berücksichtigung der Ghetto-Zeit in einer ausländischen Rente der Anerkennung von Ghetto-Beitragszeiten nach dem ZRBG regelmäßig nicht entgegensteht.

5 ZRBG-Änderungsgesetz

Mit dem ZRBG-Änderungsgesetz hat der deutsche Gesetzgeber verschiedene Verbesserungen ins Gesetz eingearbeitet. Diese betreffen sowohl bereits gezahlte Renten als auch erstmalige Anträge auf eine ZRBG-Rente.

Nach dem ZRBG-Änderungsgesetz gilt ein Antrag auf eine ZRBG-Rente als am 18.6.1997 gestellt und dies hat zur Folge, dass die Rente immer vom frühestmöglichen Zeitpunkt, frühestens ab 1.7.1997, gezahlt wird. Bei einer Witwenrente oder Witwerrente beginnt die Rente ab dem Todeszeitpunkt, frühestens ab 1.7.97. Für rentenberechtigte Personen, die bereits bei Inkrafttreten des ZRBG-Änderungsgesetzes eine ZRBG-Rente bezogen, die aber nicht zum frühestmöglichen Zeitpunkt begonnen hat, sieht das Gesetz ein Wahlrecht für diese Rentenberechtigten vor: Diese Personen können wählen, ob sie ihre Leistung ab dem frühestmöglichen Zeitpunkt in Anspruch nehmen wollen oder ob es bei dem bestehenden Rentenbeginn verbleiben soll.

Die Rentenversicherungsträger haben bei Inkrafttreten des ZRBG-Änderungsgesetzes alle Rentenberechtigten angeschrieben und über ihr Wahlrecht aufgeklärt, so dass grundsätzlich jede rentenberechtigte Person ihr Wahlrecht ausüben konnte und die meisten Berechtigten haben dies auch getan. Sofern einzelne Rentenberechtigte ihr Wahlrecht nicht ausgeübt haben, ist das auch heute noch möglich. Im Einzelfall informiert der zuständige Rentenversicherungsträger die rentenberechtigte Personen darüber, ab wann die Rente bereits früher gezahlt werden kann und wie hoch die Rente bei einem früheren Rentenbeginn ist. Ferner wird dargestellt, wie hoch die Nachzahlung durch den früheren Rentenbeginn wäre und welcher Betrag von diesem Nachzahlungsbetrag abgezogen werden muss, da natürlich die bereits gezahlten Rentenbeträge berücksichtigt werden müssen.

Das ZRBG-Änderungsgesetz verfolgte aber auch die Zielsetzung, dass die Betroffenen über die ihnen zustehenden Beträge unmittelbar verfügen können sollen. Ferner wurde der Anwendungsbereich dahin gehend erweitert, dass nunmehr auf das Gebiet des nationalistischen Einflussbereiches abgestellt wird und nicht mehr auf die vom Deutschen Reich besetzten oder eingegliederten Gebiete. Das bedeutet, dass dadurch jetzt zum Beispiel auch Ghettos in der Slowakei oder in Rumänien berücksichtigt werden können. Der Wortlaut des ZRBG entspricht damit nun dem der Richtlinie der Bundesregierung zur Anerkennungsleistung (siehe Abschnitt 8).

6 Umsetzung des BSG-Urteils vom 20.5.2020

Sofern in der Vergangenheit Anträge abgelehnt werden mussten, weil kein zwangsweiser Aufenthalt in einem Ghetto vorlag, werden diese Fälle von Amts wegen überprüft. Die betroffenen Antragsteller werden von den Rentenversicherungsträgern angeschrieben.

Unabhängig davon können die Berechtigten selbst einen Rentenantrag oder einen Überprüfungsantrag stellen.

7 Auszahlung der ZRBG-Renten

Damit die Berechtigten möglichst ohne Zeitverlust die Zahlungen beziehungsweise Nachzahlungen erhalten, sollen die Beträge direkt an die Berechtigten und nicht über Rechtsbeistände ausgezahlt werden. Das gilt sowohl für die Fälle, in denen bereits laufend eine Rente gezahlt wird, als auch für Personen, die erstmalig eine Rente nach dem ZRBG beantragen.

8 Was ist bei den einmaligen Anerkennungsleistungen zu beachten?

Verfolgte im Sinne des § 1 des deutschen Bundesentschädigungsgesetzes (BEG), die in einem Ghetto gearbeitet haben, können nach einer Richtlinie der Bundesregierung³ unter bestimmten Voraussetzungen eine einmalige Anerkennungsleistung in Höhe von 2.000 Euro erhalten. Der Bezug einer Rente aus der gesetzlichen Rentenversicherung mit Beitragszeiten aufgrund der im Ghetto geleisteten Arbeit steht der Zahlung dieser Anerkennungsleistung nicht entgegen.

Darüber hinaus kann ein weiterer zusätzlicher Anspruch auf einen einmaligen Rentenersatzzuschlag in Höhe von 1.500 Euro für die Berechtigten bestehen, deren Antrag auf Versichertenrente trotz anerkannter Ghetto-Beitragszeiten abgelehnt wurde, weil sie die allgemeine Wartezeit (Mindestversicherungszeit) von 60 Kalendermonaten nicht erfüllt haben.

Für die Zahlung dieser Leistungen ist das Bundesamt für zentrale Dienste und offene Vermögensfragen (BADV), 11055 Berlin, zuständig. Nähere Informationen erhalten Sie auf der Webseite des BADV:

<http://www.badv.bund.de/DE/OffeneVermögensfragen/AnerkennungsleistungenfuerGhettoarbeit/start.html>

Für Auskünfte steht ein telefonischer Service unter **+49 (0) 3018 7030 1324** oder die E-Mail-Adresse poststelle.afg@badv.bund.de zur Verfügung.

9 Wer erteilt Rat und Hilfe?

Im Rahmen dieser Information können natürlich nicht alle Fragen beantwortet werden. Nachfolgend finden Sie die Kontaktdaten der einzelnen Rentenversicherungsträger.

Bitte beachten Sie: Bei Fragen zu Ihrem Rentenverfahren rufen Sie bitte bei dem Rentenversicherungsträger an, der Ihren Fall bearbeitet. Die anderen Rentenversicherungsträger können Ihnen zu Ihrem individuellen Fall keine Auskünfte erteilen. Sofern Sie bereits Schriftwechsel mit Ihrem Rentenversicherungsträger geführt haben, finden Sie die Kontaktdaten auf dem Schreiben des Rentenversicherungsträgers.

Deutsche Rentenversicherung Bund Tel.: 0049 (0)30-86528988	Zuständig für alle Staaten
Deutsche Rentenversicherung Rheinland Tel.: 08000-100048013 (kostenloses Bürgertelefon für Anrufe aus dem Inland) Tel.: 0049 (0)211-937-0 (für Anrufe aus dem Ausland)	Zuständig insbesondere bei Wohnsitz in Belgien, Chile und Israel
Deutsche Rentenversicherung Nord Tel.: 0049 (0)40-5300-0	Zuständig insbesondere bei Wohnsitz in Dänemark, Estland, Finnland, Großbritannien, Irland, Kanada, Lettland, Litauen, Norwegen, Schweden und den USA
Deutsche Rentenversicherung Rheinland-Pfalz Tel.: 0049 (0)6232-17-2369	Zuständig insbesondere bei Wohnsitz in Frankreich oder Luxemburg
Deutsche Rentenversicherung Bayern Süd Tel.: 0049 (0)89-6781-2336	Zuständig insbesondere bei Wohnsitz in Österreich, Slowakei, Tschechische Republik
Deutsche Rentenversicherung Mitteldeutschland Tel. 0049 (0)361-4820	Zuständig insbesondere bei Wohnsitz in Ungarn
Deutsche Rentenversicherung Knappschaft-Bahn-See Tel.: 0049 (0)234-304-0	Zuständig für alle Staaten

³ Richtlinie der Bundesregierung über eine Anerkennungsleistung an Verfolgte für Arbeit in einem Ghetto, die keine Zwangsarbeit war (Anerkennungsrichtlinie), vom 12.07.2017 (BAnz AT 14.07.2017 B1)